

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

1^{er} MARS 2000

Proposition de loi étendant le taux de TVA applicable à l'horticulture ornementale à la fourniture de plantes et de fleurs pour l'aménagement de jardins

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
PAR M. RAMOUDT

La commission a discuté la proposition de loi qui vous est soumise au cours de ses réunions des 27 octobre 1999, 12 janvier, 9 février et 1^{er} mars 2000.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI

La proposition de loi en discussion avait déjà été déposée sous la législature précédente, le 19 janvier 1998, sous le n° 1-853/1 - 1997/1998, et cosignée par l'actuel premier ministre, M. Verhofstadt, et par un membre du groupe PRL, M. Hatry.

Au cours de la présente législature, le contenu de la proposition de loi a été abordé une première fois lors

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. De Grauwé, président, Bodson, Caluwé, Creyelman, Dehaene, Mme Kestelyn-Sierens, MM. Maertens, Moens, Morael, Santkin, Siquet, Mme Willame-Boonen, MM. Zenner et Ramoudt, rapporteur.

2. Membres suppléants : MM. Barbeaux et Daif.

Voir:

Documents du Sénat :

2-67 - S.E. 1999 :

N° 1: Proposition de loi.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1999-2000

1 MAART 2000

Wetsvoorstel tot uitbreiding van het BTW-tarief geldende voor de sierseelt tot de levering van planten en bloemen bij tuinaanleg

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN DE
ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER RAMOUDT

De commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 27 oktober 1999, 12 januari, 9 februari en 1 maart 2000.

I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE INDIENER VAN HET WETSVOORSTEL

Dit wetsvoorstel werd reeds tijdens de vorige legislatuur ingediend op 19 januari 1998, onder het nr. 1-853/1 - 1997/1998, en mede-ondersteund door de huidige eerste minister, de heer Verhofstadt, en door een lid van de PRL-fractie, de heer Hatry.

Tijdens deze legislatuur kwam de inhoud van het wetsvoorstel voor de eerste keer aan bod tijdens de

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren De Grauwé, voorzitter, Bodson, Caluwé, Creyelman, Dehaene, mevrouw Kestelyn-Sierens, de heren Maertens, Moens, Morael, Santkin, Siquet, mevrouw Willame-Boonen, de heren Zenner en Ramoudt, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heren Barbeaux en Daif.

Zie:

Stukken van de Senaat :

2-67 - B.Z. 1999 :

Nr. 1: Wetsvoorstel.

de la discussion du projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses (doc. Sénat, n° 2-227/1). Étant donné que l'exposé des motifs de ce projet commentait longuement la réduction des taux de TVA, l'auteur a estimé devoir joindre au projet, par voie d'amendement, le problème du taux de TVA applicable à l'horticulture ornementale. La majorité a toutefois souhaité adopter le projet de loi *ne varietur*, et elle a rejeté l'amendement. L'auteur compte bien qu'aujourd'hui, la majorité adoptera la proposition.

En effet, cette proposition n'entend pas modifier fondamentalement le régime de la TVA. Elle vise tout simplement à réparer un oubli de l'arrêté royal du 27 septembre 1996, qui a ramené à 6% la TVA sur l'horticulture ornementale, mais en omettant d'appliquer également ce taux aux produits de l'horticulture ornementale fournis non pas séparément, mais dans le cadre de l'aménagement d'un jardin.

Actuellement, un architecte de jardins doit compter un taux de TVA de 21% pour la fourniture de produits d'horticulture ornementale qui sont vendus dans le commerce au taux de TVA de 6%. Cette situation pose surtout problème aux petits jardiniers paysagistes qui n'exploitent pas leur propre magasin. Les plus grands, qui possèdent leur propre magasin, font facturer les produits de l'horticulture ornementale par ce magasin, et facturent séparément la main-d'œuvre due pour l'aménagement du jardin avec un taux de 21%. On élude aussi le problème en conseillant aux clients d'acheter eux-mêmes les produits d'horticulture ornementale nécessaires, que le jardinier paysagiste utilise ensuite pour aménager le jardin de son client. Cette solution n'est toutefois pas idéale, étant donné que les jardiniers paysagistes ont généralement ces produits à leur disposition en planches.

L'incidence budgétaire de cette proposition de loi est négligeable, étant donné qu'elle ne vise pas à abaisser le taux de TVA pour l'aménagement de jardins proprement dit, même si on pourrait plaider dans ce sens, compte tenu de l'intensité de main-d'œuvre qui caractérise cette activité. La proposition de loi tend uniquement à rectifier une anomalie dont la plupart des gens ne connaissent même pas l'existence.

Enfin, l'auteur renvoie encore à la réglementation européenne en la matière. Aux Pays-Bas, nonobstant cette réglementation, les jardiniers paysagistes peuvent mentionner deux taux de TVA sur la même facture : un taux plus bas pour la vente des produits et un taux plus élevé pour le travail exécuté. Ou bien la réglementation européenne est contraignante, et dans ce cas les Pays-Bas sont en infraction, ou bien cette réglementation se prête à interprétation, et la proposition de loi en discussion peut être adoptée.

besprekking van het wetsontwerp houdende fiscale en diverse bepalingen (Stuk Senaat, nr. 2-227/1). Aangezien de memorie van toelichting bij dit wetsontwerp uitvoerig de vermindering van BTW-tarieven belichtte, heeft de auteur toen gemeend om het probleem van het BTW-tarief geldende voor de sierteelt, bij wijze van amendement, toe te voegen aan het ontwerp. De meerderheid wenste echter het wetsontwerp *ne varietur* aan te nemen en heeft het amendement verworpen. De auteur hoopt wel dat de meerderheid het voorstel nu zal goedkeuren.

Inderdaad, dit voorstel beoogt geen fundamentele wijziging in het BTW-regime doch strekt er gewoonweg toe een vergetelheid in het koninklijk besluit van 27 september 1996 weg te werken. Dit koninklijk besluit bracht de BTW op de sierteelt tot 6% terug. Daarbij werd vergeten om dit tarief ook toe te passen voor sierteeltproducten die niet afzonderlijk, maar wel in het kader van een tuinaanleg, geleverd worden.

Ingevolge de huidige situatie moet een tuinaanlegger voor de levering van sierteeltproducten, die tegen een BTW-tarief van 6% in handelszaken worden verkocht, een BTW-tarief van 21% rekenen. Deze situatie leidt vooral tot problemen voor de kleinere tuinaanleggers die geen eigen winkel uitbaten. Grote tuinaanleggers met een eigen winkel laten de sierteeltproducten factureren door die eigen winkel, terwijl zij de arbeid voor de tuinaanleg afzonderlijk tegen 21% BTW factureren. Het probleem wordt ook omzeild door de klanten aan te raden zelf de nodige sierteeltproducten aan te kopen, waarna de tuinaanlegger de producten gebruikt bij de aanleg van de tuin van de klant. Deze oplossing is evenwel niet ideaal aangezien de tuinaanleggers deze producten meestal voorhanden hebben in wachttbedden.

De budgettaire weerslag van dit wetsvoorstel is verwaarloosbaar aangezien het niet beoogt het BTW-tarief voor de tuinaanleg zelf te verlagen, ook al zou men hiervoor kunnen pleiten, gelet op de arbeidsintensiteit ervan. Het wetsvoorstel beoogt louter een anomalie recht te zetten, waarvan de meeste mensen zelfs niet eens het bestaan kennen.

De auteur verwijst ten slotte nog naar de Europese regelgeving terzake. Niettegenstaande deze regelgeving kunnen tuinaanleggers in Nederland wel twee BTW-tarieven op één factuur vermelden : één lager tarief voor de verkoop van producten en één hoger tarief voor het gepresteerde werk. Ofwel is de Europese regelgeving stringent, en dan is Nederland in overtreding, ofwel is de Europese regelgeving interpreteerbaar en dan kan het voorliggende wetsvoorstel aanvaard worden.

II. DISCUSSION GÉNÉRALE

Plusieurs commissaires déclarent pouvoir se rallier à la proposition de loi à l'examen. Que les plantes et les fleurs achetées directement en magasin par le client soient soumises à un taux de 6 % alors que pour ces mêmes plantes et fleurs les créateurs de jardins doivent facturer à un taux de 21 %, témoigne d'un certain manque de logique.

Le législateur doit cependant éviter de légiférer à l'excès. Aussi faut-il d'abord vérifier si l'on ne pourrait pas résoudre le problème d'une autre façon, par exemple en établissant deux factures pour l'aménagement des jardins, l'une pour la prestation du service (taxée au taux de TVA de 21 %), et l'autre pour la livraison des matériaux (taxée à un taux de TVA de 6 %). Une autre possibilité serait que le jardinier paysagiste dresse une liste de plantes, que le client se chargerait d'acheter lui-même et pour lesquelles il ne paierait que 6 % de TVA. De cette façon, seule la prestation de services serait taxée à 21 %.

Un commissaire renvoie à la discussion de la proposition de loi au cours de la législature précédente. Lors de la réunion du 5 janvier 1999, le ministre des Finances de l'époque a souligné le principe de l'unicité de la taxation et a pris l'exemple de la moquette. La vente de celle-ci est soumise à un taux de 21 %, tandis qu'un taux de 6 % est applicable si elle est posée dans une maison de plus de 15 ans (actuellement 5 ans). Le ministre a également indiqué que le problème doit être réglé par arrêté royal et non par une loi.

Le membre estime que toute la problématique des taux de la TVA fait que l'on est sans cesse obligé d'établir des parallèles avec la situation des pays voisins. Avec l'entrée en vigueur de l'euro, la concurrence fiscale devient un élément capital de la prise d'un certain nombre de décisions, puisque la comparaison des prix ne sera plus approximative et qu'il n'y aura plus de taux de change.

Un membre fait remarquer que le même problème se pose effectivement aussi dans d'autres secteurs. C'est ainsi que, dans le secteur des voyages, le prix d'un ticket d'avion n'est pas soumis à la TVA, sauf s'il s'accompagne d'une réservation d'hôtel. Dans ce dernier cas, la TVA est due sur l'ensemble. Pareille situation donne lieu à des abus, ce qui ne saurait correspondre à l'intention du législateur. L'intervenant plaide pour une réglementation qui soit simple et transparente.

Un commissaire se demande si le problème de la concurrence étrangère ne se pose pas également en l'occurrence; il renvoie à cet égard à la réduction des taux de TVA sur les livraisons de produits d'horticulture ornementale, qui a été approuvée il y a quelques

II. ALGEMENE BESPREKING

Enkele commissieleden verklaren dat zij met dit wetsvoorstel kunnen instemmen. Het getuigt van een zeker gebrek aan logica dat planten en bloemen die rechtstreeks door de klant in de winkel worden aangekocht, onderworpen zijn aan een tarief van 6 %, terwijl tuinaanleggers voor diezelfde planten en bloemen een tarief van 21 % moeten aanrekenen.

Toch moet de wetgever een overaanbod aan wetgeving vermijden. Daarom moet eerst worden nagegaan of het probleem niet op een andere wijze kan worden opgelost, zoals door voor de tuinaanleg twee facturen op te stellen, één voor het gepresteerd werk (aan een BTW-tarief van 21 %) en één voor de geleverde materialen (aan een BTW-tarief van 6 %). Een andere mogelijkheid is dat de tuinaanlegger een lijst van planten opstelt, die de klant dan zelf ergens koopt en waarvoor hij slechts 6 % BTW betaalt. Op die manier wordt alleen het gepresteerd werk aan 21 % belast.

Een commissielid verwijst naar de besprekking van dit wetsvoorstel tijdens de vorige legislatuur. Tijdens de vergadering van 5 januari 1999 heeft de toenmalige minister van Financiën het principe van het enig belastingtarief benadrukt, waarbij hij de vaste vloerbekleding als voorbeeld heeft gebruikt. Bij de verkoop van vaste vloerbekleding geldt een BTW-tarief van 21 %, terwijl de BTW slechts 6 % bedraagt wanneer de vloerbekleding in een huis wordt geplaatst dat meer dan 15 jaar oud is (momenteel geldt 5 jaar als limiet). De minister heeft ook gezegd dat deze kwestie bij koninklijk besluit geregeld moet worden en niet bij wet.

Volgens het lid heeft de hele BTW-problematiek tot gevolg dat men voortdurend vergelijkingen maakt met de situatie in de buurlanden. Sinds de invoering van de euro is fiscale concurrentie een doorslaggevende factor bij een hele reeks beslissingen, aangezien prijsvergelijking niet meer bij benadering gebeurt en de wisselkoersen zullen verdwijnen.

Een lid merkt op dat dit probleem zich inderdaad ook in andere sectoren voordoet. Zo is in de reissector geen BTW verschuldigd op de prijs van een vliegtuigticket behalve wanneer daar ook een hotelaccommodatie aan wordt gekoppeld. In dat laatste geval is BTW over het geheel verschuldigd. Dergelijke situaties leiden immers tot misbruiken en dat kan onmogelijk de bedoeling van de wetgever zijn. Het lid pleit voor een eenvoudige en transparante regeling.

Een commissielid vraagt zich af of zich hier ook het probleem van buitenlandse concurrentie stelt en verwijst in dat verband naar de verlaging van de BTW-tarieven voor de levering van sierteeltproducten, die enkele jaren geleden op Europees niveau werd goed-

années au niveau européen en raison d'une certaine distorsion de la concurrence, due au fait que, dans certains pays voisins, surtout aux Pays-Bas, le taux applicable aux fleurs et aux plantes était de 6 % de sorte que les fleuristes belges allaient s'approvisionner en masse aux Pays-Bas. Le phénomène concernait cependant surtout les fleurs coupées.

L'auteur de la proposition de loi répond que le problème de la concurrence étrangère ne joue pas ici. L'exemple des Pays-Bas n'a été cité en l'espèce que parce que dans ce pays, un jardinier paysagiste peut appliquer deux taux de TVA sur une même facture, alors que ce n'est pas autorisé en Belgique. Si un jardinier paysagiste néerlandais travaille en Belgique, il doit appliquer les taux de TVA en vigueur en Belgique.

Le ministre des Finances répond par la négative à la question de savoir si une personne qui fournit les produits et aménage le jardin peut utiliser deux taux de TVA différents. Ce qui est possible, c'est qu'un particulier ou une entreprise achète directement des plantes chez un commerçant et les fasse placer par un jardinier paysagiste. Si ce commerçant et ce jardinier paysagiste sont une seule et même personne, on a affaire à une seule et même action, à savoir l'aménagement d'un jardin avec mise en place des plantes. Rien n'empêche toutefois le consommateur de s'adresser à deux entreprises différentes.

L'auteur de la proposition de loi estime que la proposition du ministre est en réalité absurde en ce sens qu'elle suggère ainsi au citoyen de créer deux sociétés distinctes dans le but de contourner la législation, alors qu'une mesure simple permettrait de résoudre le problème.

Selon le ministre des Finances, le gouvernement a fait différents choix en matière de réduction de la fiscalité, en particulier en matière de réduction dans le secteur de la TVA, en prenant des décisions qui sont d'application depuis le 1^{er} janvier 2000 sur la rénovation d'immeubles et les petites réparations. Le gouvernement a aussi demandé une étude au Conseil supérieur des finances sur une réduction de la TVA dans le cadre du secteur de la construction. Cette étude vient d'être achevée et sera soumise pour examen à la Confédération nationale de la construction. Le ministre la communiquera également au Parlement.

Il n'entre pas pour l'instant dans les intentions du gouvernement de programmer de nouvelles diminutions dans le secteur de l'horticulture. N'empêche que le ministre comprend l'argumentation de l'auteur de la proposition. Toutefois, il s'en tiendra à la prudence budgétaire à l'égard de cette proposition.

Un membre doute fort que l'incidence budgétaire de la présente proposition de loi soit aussi importante eu égard au fait que, dans l'intervalle, la plupart des jardiniers paysagistes ont déjà résolu le problème d'une autre manière. La réglementation en vigueur

gekeurd omwille van een zekere scheeftrekking in de concurrentie door het feit dat in bepaalde buurlanden, vooral in Nederland, een tarief van 6% voor bloemen en planten gold, zodat Belgische bloemewinkels zich massaal gingen bevoorradden in Nederland. Dit betrof echter vooral de snijbloemen.

De auteur van het wetsvoorstel antwoordt dat het probleem van buitenlandse concurrentie zich hier niet stelt. Het voorbeeld van Nederland werd hier alleen gegeven omdat in Nederland een tuinaanlegger op éénzelfde factuur twee BTW-tarieven mag gebruiken, terwijl dit in België niet mag. Indien een Nederlandse tuinaanlegger in België werkt, moet hij de geldende Belgische BTW-tarieven gebruiken.

De minister van Financiën antwoordt ontkennend op de vraag of éénzelfde persoon die producten levert en die ook tuinaanleg doet, twee verschillende BTW-tarieven kan hanteren. Wat mogelijk is, is dat een particulier of een onderneming rechtstreeks een aantal planten aankoopt bij een handelaar en die laat verwerken door een tuinaanlegger. Zijn die handelaar en die tuinaanlegger éénzelfde persoon, dan gaat het om één enkele handeling, met name de tuinaanleg met verwerking van de planten. Niets belet de consument echter zich tot twee verschillende bedrijven te richten.

De auteur van het wetsvoorstel vindt dit voorstel van de minister eigenlijk absurd omdat op die manier aan de burger gesuggereerd wordt om twee aparte vennootschappen te creëren met als bedoeling de wetgeving te omzeilen, terwijl een eenvoudige maatregel toelaat het probleem op te lossen.

Volgens de minister van Financiën heeft de regering inzake belastingvermindering, en meer bepaald inzake BTW-verlaging, verschillende keuzen gemaakt door maatregelen te treffen die sedert 1 januari 2000 van toepassing zijn voor de renovatie van onroerende goederen en voor kleine herstellingen. De regering heeft aan de Hoge Raad voor de Financiën ook een studie gevraagd met betrekking tot een BTW-verlaging in de bouwsector. Deze studie is net af en zal worden voorgelegd aan de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf. De minister zal de studie ook meedelen aan het Parlement.

De regering is momenteel niet van plan nieuwe verlagingen in te voeren in de sector van de sierteelt. De minister heeft wel begrip voor de argumenten van de indiener van het voorstel, maar zal zich, wat het budget betreft, voorzichtig blijven opstellen.

Een lid betwijfelt ten zeerste of de budgettaire weerslag van dit wetsvoorstel wel zo groot zou zijn gelet op het feit dat inmiddels de meeste tuinaanleggers dit probleem reeds op een andere manier oplossen. De bestaande regelgeving is niet de meest correcte

n'offre pas la solution la plus correcte et elle encourage la fraude. Quant au fond, il s'agit d'un oubli. On a justement fixé à 6% le taux de TVA applicable à l'horticulture ornementale, mais ce taux est valable uniquement pour les ventes directes au consommateur; il ne s'applique pas lorsque les mêmes produits d'horticulture ornementale sont utilisés pour l'aménagement de jardins.

Le ministre comprend que l'application inadéquate de la réglementation en vigueur en matière de TVA est susceptible d'entraîner un comportement fiscal incorrect.

De plus, le ministre répète que la proposition de loi conduira à obtenir des modifications de décisions à l'échelon européen. Le gouvernement l'a fait dans le cadre des prestations à haute intensité de main-d'œuvre et les choix ont été faits dans la liste prévue par la directive. Le ministre renvoie à la réponse que son prédécesseur, M. Maystadt, a donnée à la question n° 605 de M. Versnick du 15 octobre 1996, où il a précisé qu'il n'était pas possible de retenir cette proposition en vertu de la législation communautaire (*Questions et Réponses*, Chambre, n° 61, 96/97, 9 décembre 1996, pp. 8130-8132).

L'aménagement de jardins et leur entretien, ainsi que, plus généralement, les travaux d'horticulture, sont considérés dans leur totalité comme des opérations immobilières et constituent, de ce fait, des prestations de services au sens de l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la TVA. Pour autant que de besoin, le fait est confirmé par l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de ce code. Les biens utilisés pour effectuer ces prestations de services ne peuvent dès lors être taxés séparément. Le prix de ces biens constitue au contraire un élément du prix total de la prestation de services.

Les prestations de services en cause ne sont pas visées par un des tableaux A ou B de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux. Ces prestations de services sont par conséquent soumises au taux normal de la TVA, qui s'élève actuellement à 21 %.

La législation communautaire s'oppose en outre à une extension, dans la législation nationale, du taux réduit de la TVA à ces prestations. Le ministre n'a pas l'intention de se lancer dans une analyse de ce que pourrait donner une mesure qui n'est de toute façon pas autorisée, pour l'instant, à l'échelon européen. Comme on l'a rappelé, il s'agit de prestations de services qui forment un tout. Rien n'interdit évidemment de ne demander comme prestation que la prestation du service qui consiste, par exemple, à aménager un jardin, et d'acheter soi-même les plantes.

oplossing en lokt fraude uit. Ten gronde gaat het om een vergetelheid. Men heeft terecht het BTW-tarief in de sierteelt op 6% gebracht, doch dit tarief geldt enkel voor de rechtstreekse verkoop aan de consument en niet wanneer diezelfde sierteeltproducten bij tuinaanleg worden gebruikt.

De minister begrijpt dat de oneigenlijke toepassing van de vigerende BTW-reglementering aanleiding kan geven tot een niet-correct fiscaal gedrag.

De minister herhaalt dat het wetvoorstel zal leiden tot wijzigingen in Europese besluiten. De regering heeft dat eerder al gedaan voor de arbeidsintensieve diensten en ze heeft keuzen gemaakt op de lijst die als bijlage bij de richtlijn is opgenomen. De minister verwijst naar het antwoord dat zijn voorganger, de heer Maystadt, heeft gegeven op vraag nr. 605 van 15 oktober 1996 van de heer Versnick. Daarin verklaart de toenmalige minister dat het niet mogelijk was het wetsvoorstel in aanmerking te nemen, vanwege de Europese wetgeving (*Vragen en antwoorden* van de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 61, 96-97, van 9 december 1996, blz. 8130-8132).

Het aanleggen en onderhouden van tuinen alsook algemene werkzaamheden in de sierteelt worden in hun geheel beschouwd als onroerende handelingen en zijn dus dienstverrichtingen zoals bedoeld in artikel 18, § 1, eerste lid, van het BTW-wetboek. Dit wordt trouwens bevestigd in artikel 18, § 1, tweede lid, 1^o, van hetzelfde wetboek. De goederen die gebruikt worden om die diensten te verstrekken, kunnen dus niet afzonderlijk worden belast. De prijs van deze goederen maakt immers deel uit van de totale prijs van de dienstverrichting.

De bedoelde dienstverrichting wordt niet vermeld in een van de tabellen A of B van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven. Deze vorm van dienstverlening is dus onderhevig aan het normale BTW-tarief, dat momenteel is vastgesteld op 21 %.

De Europese regelgeving sluit bovendien de uitbreiding van het verlaagde BTW-tarief in de nationale wetgeving uit. De minister is niet van plan onderzoek te laten verrichten naar de gevolgen van een maatregel, die momenteel binnen de Europese regelgeving toch niet toegestaan is. Zoals hier al is gezegd, gaat het om dienstverrichtingen die een geheel vormen. Het blijft overigens mogelijk alleen de tuinaanleg als dienstverrichting te beschouwen en de daarbij gebruikte planten zelf aan te kopen.

L'auteur de la proposition de loi constate que le ministre persiste à affirmer qu'il ne peut accepter la proposition de loi pour la raison que l'Union européenne ne permet pas, lors de la facturation d'une prestation, de distinguer entre la prestation proprement dite et la livraison des produits que le même commerçant utilise pour effectuer cette prestation. Dans ces conditions, la Belgique et/ou la Commission européenne doivent engager d'urgence une procédure contre les Pays-Bas, où cette pratique existe bel et bien.

Le ministre déclare qu'on pourrait demander à la Commission européenne d'examiner le système en vigueur aux Pays-Bas.

Le ministre rappelle que le taux réduit a été fixé en 1996. Il est un peu surpris qu'au même moment, l'on n'ait pas introduit le taux réduit de façon plus large et surtout que le ministre des Finances de l'époque ait répondu — en introduisant le taux réduit pour la fourniture de produits d'horticulture ornementale — qu'il était impossible de le faire pour l'ensemble du service, lorsque l'on se trouve avec une prestation de mise en œuvre. Pour ce code de la TVA, la mise en œuvre de produits forme un tout.

De auteur van het wetsvoorstel stelt vast dat de minister blijft bij zijn bewering dat hij het wetsvoorstel niet kan aanvaarden omdat de Europese Unie een uitsplitsing van de facturatie van de prestatie en van de levering van de daarbij gebruikte producten door dezelfde handelaar niet toestaat. Onder die omstandigheden moeten België en/of de Europese Commissie dringend een procedure starten tegen Nederland, waar dergelijke praktijk wel wordt toegepast.

De minister verklaart dat het mogelijk is om aan de Europese Commissie de vraag te stellen om het Nederlandse systeem te onderzoeken.

De minister herhaalt dat het verlaagde BTW-tarief werd vastgelegd in 1996. Hij is een beetje verbaasd dat men op dat moment het verlaagde tarief niet op een bredere basis heeft ingevoerd en vooral dat de toenmalige minister van Financiën — bij het verlagen van de BTW op de levering van sierteeltproducten — vond dat dit onmogelijk door te voeren was voor de gehele dienstverrichting wanneer men te maken heeft met een verwerking. Volgens het BTW-wetboek maakt de verwerking van de producten deel uit van het geheel.

III. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Les articles 1^{er} et 2 ne suscitent pas d'observations.

L'article 1^{er} est rejeté par 5 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'article 2 est rejeté par 6 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'ensemble de la proposition a été rejeté par 7 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 8 membres présents.

Le rapporteur,

Didier RAMOUDT.

Le président,

Paul DE GRAUWE.

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2 geven geen aanleiding tot verdere opmerkingen.

Artikel 1 wordt verworpen met 5 tegen 3 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 2 wordt verworpen met 6 tegen 2 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het wetsvoorstel in zijn geheel wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen bij 2 onthoudingen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 8 aanwezige leden.

De rapporteur,

Didier RAMOUDT.

De voorzitter,

Paul DE GRAUWE.